



## PREFECTURE DE POLICE

DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA  
PROTECTION DU PUBLIC

SOUS-DIRECTION DE LA SECURITE DU PUBLIC

Bureau des Permis de Construire et Ateliers

Aff. suivie par : Mme Sylvie BIGEARDEL

Tél. : 01.49.96.30.18

Mél. : [sylvie.bigeardel@interieur.gouv.fr](mailto:sylvie.bigeardel@interieur.gouv.fr)

Nos réf. : DTPP/SDSP/BPCA/PC/090719

ERP 1<sup>ère</sup> catégorie de types R et N

Paris, le **22 OCT. 2013**

Le Préfet de Police

A

Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental  
de l'Équipement et de l'Aménagement

Unité Territoriale de Paris

Service patrimoine paysage et droits des sols

Pôle droits des sols

5, rue Leblanc – 75195 PARIS Cedex 15

**Objet :** Pièces complémentaires aux permis de construire n° 075 113 09 P 0050 et n° 075 113 09 P 0050 01 délivrés respectivement les 28 avril 2010 et 16 avril 2012 concernant l'îlot M5B2 du bâtiment universitaire Paris VII Diderot - ZAC Paris Rive Gauche – 11/17, rue Antoine de Baïf – 12/24, boulevard Jean Simon à Paris 13<sup>ème</sup>.

**Réf. :** Vos lettres DRIEA/UT75/SPPDS/075 113 09 P 0050 et 075 113 09 P 0050 01 des 8 août et 3 octobre 2013.

Mes lettres DTPP/SDSP/BPCA/PC/090719 des 19 avril 2010 et 28 février 2012.

**P.J. :** Un procès-verbal de la Délégation Permanente de la Commission de Sécurité

Par lettres en date des 8 août et 3 octobre 2013, vous m'avez adressé des pièces complémentaires aux permis de construire n° 075 113 09 P 0050 et n° 075 113 09 P 0050 01, délivrés les 28 avril 2010 et 16 avril 2012, suite à leur annulation par le Tribunal administratif le 2 juillet 2013, et ce, en vue de la réouverture de leur instruction.

Je vous informe, après étude par la délégation permanente de la commission de sécurité, que les nouvelles dispositions ne modifient pas les termes de mes avis favorables des 19 avril 2010 et 28 février 2012 qui demeurent valables dans leur intégralité, à l'exception de la mesure n° 1 qu'il convient de modifier comme suit :

1. Réaliser les travaux de construction d'un bâtiment universitaire, l'îlot M5B2, avec modifications partielles d'aspect et de volumes, constituant un établissement recevant du public de 1<sup>ère</sup> catégorie de type R avec activité de type N, susceptible de recevoir un effectif total de 3819 personnes - ZAC Paris rive gauche – 11/17, rue Antoine de Baïf – 12/24, boulevard du général Jean Simon à Paris 13<sup>ème</sup>, conformément aux permis de construire n° 075 113 09 P 0050 et n° 075 113 09 P 0050 01, délivrés les 28 avril 2010 et 16 avril 2012, annulés le 2 juillet 2013 par jugement du tribunal administratif, aux plans et documents joints aux dossiers complémentaires transmis les 8 août et 3 octobre 2013, et aux dispositions réglementaires :
  - des articles R. 123-1 à 123-55 du code de la construction et de l'habitation ;
  - du règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public ;
  - de l'arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif aux établissements de type R ;

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
*Liberté Egalité Fraternité*



PREFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais - 75195 PARIS CEDEX 04 - Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73

Serveur vocal : 08 91 01 22 22 (0,225 € la minute)

<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr> – mél : [courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr](mailto:courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr)

- de l'arrêté du 21 juin 1982 modifié relatif aux établissements de type N ;
- du code du travail : articles R.4216-1 à R.4216-34 (obligations du maître d'ouvrage pour la conception des lieux de travail) et R.4227-1 à R.4227-41 (obligation de l'employeur pour l'utilisation des lieux de travail) ;
- de l'arrêté interministériel du 31 janvier 1986 modifié relatif à la sécurité préventive contre les risques d'incendie dans les immeubles d'habitation et plus **particulièrement aux dispositions concernant les bâtiments classés en 2<sup>ème</sup> famille collective dont la hauteur du dernier niveau est de moins de 8,00 m par rapport au sol** ;
- des articles R. 111-19-1 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et des arrêtés des 1<sup>er</sup> août 2006 et 21 mars 2007 modifiés relatifs à l'accessibilité des établissements recevant du public et installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création aux personnes en situation de handicap.

Par ailleurs, il convient de compléter mes avis favorables des 19 avril 2010 et 28 février 2012 par la mesure suivante :

- en cas de travaux réalisés en période d'exploitation de l'établissement, se conformer à l'article GN13 du règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié pour la mise en œuvre des dispositifs nécessaires afin d'assurer la sécurité du public et l'intervention des services de secours, notamment en isolant les zones de chantier par rapport aux locaux et dégagements accessibles au public, en assurant le bon fonctionnement de l'ensemble des installations techniques concourant à la sécurité pendant toute la durée du chantier, et en maintenant la vacuité des dégagements et sorties nécessaires à l'évacuation du public.

En outre, deux dérogations au titre de la sécurité-incendie sont sollicitées et font l'objet d'avis favorables détaillés en annexe.

P/LE PREFET DE POLICE

et par délégation,  
Le Directeur des Transports  
et de la Protection du Public.

  
Alain THIRION



## PREFECTURE DE POLICE

DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE  
LA PROTECTION DU PUBLIC

SOUS-DIRECTION DE LA SECURITE DU PUBLIC

Bureau des Permis de Construire et Ateliers

Aff. suivie par : Mme Sylvie BIGEARDEL

Tél. : 01.49.96.30.18

Mél. : [sylvie.bigeardel@interieur.gouv.fr](mailto:sylvie.bigeardel@interieur.gouv.fr)

Nos réf. : DTPP/SDSP/BPCA/PC/090719

ERP 1<sup>ère</sup> catégorie de types R et N

### ANNEXE

### AVIS SUR LES DEMANDES DE DEROGATIONS

#### Dérogation n° 1

*« La portion de façade desservie par l'allée d'Ivry ne présente qu'un seul ouvrant accessible pour un linéaire de façade supérieur à 10 m aux R+1, R+2 et R+3.*

*Aussi, dans le cadre de l'article GN 4, il est proposé les mesures compensatoires architecturales suivantes :*

- *ce bâtiment est desservi par 6 façades pour les niveaux bas et 4 façades pour les niveaux faisant l'objet de la présente dérogation ;*
- *cet établissement est doté d'un service de sécurité, non exigible réglementairement. »*

Cette partie de l'établissement est limitée par la présence des futures voies SNCF qui ne permettent pas d'atteindre toute la façade. Néanmoins, cette voie constitue un accès supplémentaire non négligeable pour les secours au vu de la complexité de l'ensemble immobilier.

- un avis favorable est émis pour que cette portion de façade soit considérée, par dérogation aux dispositions des articles CO 1 à 5, comme une façade accessible pour les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages.

#### Dérogation n° 2

*« Dans la mesure où le demi-périmètre de façades accessibles ne peut être justifié pour l'ensemble des niveaux, il est proposé les mesures compensatoires suivantes :*

- *mise en place d'un équipement d'alarme de type 2a en lieu et place d'un équipement d'alarme de type 2b ;*
- *faible effectif aux 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> étages au regard de l'effectif global de l'établissement ;*
- *excédent du nombre d'unités de passage (UP) dans les niveaux recevant du public.*

*Une demande de dérogation, sur les points précités et les dispositions prises en compensation est sollicitée, dans le cadre de l'application de l'article R.123-13 du code de la construction et de l'habitation comme étant de nature à satisfaire un niveau de sécurité équivalent aux exigences réglementaires pour un établissement recevant du public classé en 1<sup>re</sup> catégorie, dont l'effectif dépasse 3500 personnes. »*

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
*Liberté Egalité Fraternité*



PRÉFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais - 75195 PARIS CEDEX 04 - Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73

Serveur vocal : 08 91 01 22 22 (0,225 € la minute)

<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr> – mél : [courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr](mailto:courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr)

Malgré l'enclavement du bâtiment au sein d'un ensemble immobilier complexe, qui de plus est traversé par des voies SNCF, les conditions de desserte et d'accessibilité proposées sont satisfaisantes. En effet, chaque voie bordant une portion de façade a été aménagée en voie échelle ou espace libre et les façades correspondantes disposent de baies accessibles aux services de secours.

En outre, les mesures compensatoires proposées et notamment celles liées aux dégagements, faciliteront l'évacuation du public et l'intervention des secours.

➤ un **avis favorable** est émis à cette demande.

**DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC**

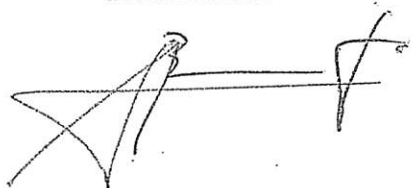
**DELEGATION PERMANENTE DE LA COMMISSION DE SECURITE**

**AVIS SUR LES PERMIS DE CONSTRUIRE**

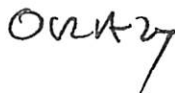
ARRIS	OBJET - ADRESSE	DATE AVIS	NATURE AVIS
13ème	ZAC Paris Rive Gauche - 11/17, rue Antoine de Baïf 12/24, boulevard Jean Simon PC : 075 113 09 P 0050 et 075 113 09 P 0050 01 Info : 090719 Université DIDEROT - Lot M5B2	22 OCT. 2013	FAVORABLE

**LE SOUS-DIRECTEUR DE LA SECURITE DU PUBLIC**

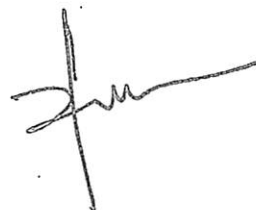
**P. LA B.S.P.P.**



**P. LE LABORATOIRE CENTRAL**



**P. LES ARCHITECTES DE SECURITE**



Préfet de la région Ile de France, préfet de Paris

Direction régionale et interdépartementale  
de l'équipement et de l'aménagement d'Ile de France

Unité territoriale de Paris

Service " Patrimoine, paysages et droit des sols " / Pôle " Droit des sols "

5 rue LEBLANC - 75.015 Paris

Affaire suivie par : Christophe DEBYSER

[christophe.debyser@developpement-durable.gouv.fr](mailto:christophe.debyser@developpement-durable.gouv.fr)

J:\UTEA75\SPPDS\PD\S\Section\debluniversités\Paris 7 - Denis Diderot\ZAC  
PRG\UDICITE\M6A1\Ré-instruction\Ré-instruction - modif 26-09-2013 consultations  
ABF+PP+Maire.odt

1301489

Paris, le 03 OCT. 2013

Le préfet de la région Ile de France,  
préfet de Paris

à

Monsieur le préfet de police - direction des  
transports et de la protection du public  
12-14 quai de Gesvres  
75195 Paris cedex 04

Objet : permis de construire du 28-04-2010 et permis de construire modificatif du 12-03-2012  
concernant le bâtiment universitaire sur l'ilot M6A1 de la ZAC Paris-Rive Gauche, 56  
avenue de France à Paris 13ème

Mise à jour de la demande de permis de construire et demande de ré-instruction, émise  
par UDICITE le 7 août 2013, reçue le 8 août 2013

- **Modificatif déposé le 26 septembre 2013** -

Référence P.C. 075-113-09-P0050 et P.C. 075-113-09-P0050-01

En raison de l'annulation, par un jugement du 2 juillet 2013 du tribunal administratif du permis de  
construire visé en objet, UDICITE a confirmé sa demande de permis en joignant des pièces en  
complément, et en demandant la réouverture de l'instruction de sa demande de permis de construire.

UDICITE a déposé un modificatif à cette demande, le 26 septembre 2013.

Je vous prie de bien vouloir me faire parvenir rapidement vos observations sur cette demande de ré-  
instruction et du dossier mise à jour à l'adresse suivante :

**D.R.I.E.A. d'I.D.F. - U.T.75 – UT2 – DS – 5 rue LEBLANC – 75015 Paris**

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Le directeur de l'unité territoriale de Paris  
de l'équipement et de l'aménagement,



Raphaël HACQUIN



Direction régionale et interdépartementale  
de l'équipement et de l'aménagement d'Ile de France

Unité territoriale de Paris

Service " Patrimoine, paysages et droit des sols " / " Pôle " Droit des sols "  
5 rue LEBLANC - 75.015 Paris  
Affaire suivie par : Christophe DEBYSER  
[christophe.debyser@developpement-durable.gouv.fr](mailto:christophe.debyser@developpement-durable.gouv.fr)

J:\UTEA75\SP\PD\SD\Section\debl\universités\Paris 7 - Denis Diderot\ZAC  
PRG\UDICITE\M6A1\Ré-instruction\Ré-instruction - modif 26-09-2013 consultations  
ABF+PP+Maire.odt

1301489

Paris, le 03 OCT. 2013

Le D.R.I.E.A. d'Ile de France  
- Unité territoriale de Paris -

à

- L'architecte des bâtiments de France  
compétent pour le 13ème arrondissement

45-47 rue Le Peletier – Paris 9ème

Objet : permis de construire du 28-04-2010 et permis de construire modificatif du 12-03-2012  
concernant le bâtiment universitaire sur l'ilot M6A1 de la ZAC Paris-Rive Gauche, 56  
avenue de France à Paris 13ème

Mise à jour de la demande de permis de construire et demande de ré-instruction, émise  
par UDICITE le 7 août 2013, reçue le 8 août 2013  
- **Modificatif déposé le 26 septembre 2013** -

Référence P.C. 075-113-09-P0050 et P.C. 075-113-09-P0050-01

En raison de l'annulation, par un jugement du 2 juillet 2013 du tribunal administratif du permis de  
construire visé en objet, UDICITE a confirmé sa demande de permis en joignant des pièces en  
complément, et en demandant la réouverture de l'instruction de sa demande de permis de construire.

UDICITE a déposé un modificatif à cette demande, le 26 septembre 2013.

Je vous prie de bien vouloir me faire parvenir rapidement vos observations sur cette demande de ré-  
instruction et du dossier mise à jour à l'adresse suivante :

**D.R.I.E.A. d'I.D.F. - U.T.75 – UT2 – DS – 5 rue LEBLANC – 75015 Paris**

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Le directeur de l'unité territoriale de Paris  
de l'équipement et de l'aménagement,

  
Raphaël HACQUIN